Résumé du rapport

Cartographier la mobilisation des collectivités dans les Amériques face aux impacts et aux discours édulcorés des minières pour une transition énergétique

Un rapport de l'Atlas de la justice environnementale et MiningWatch Canada

Faits saillants

- La Banque mondiale estime qu'au cours des 30 prochaines années, plus de 3 milliards de tonnes de métaux et de minéraux seront nécessaires pour alimenter les technologies liées à la transition énergétique. Six des principaux minéraux ciblés incluent le cuivre, le lithium, le graphite, le cobalt, le nickel et les terres rares.

- Fréquemment appuyée par les gouvernements locaux, l'industrie minière se présente comme une « solution verte » au changement climatique. Ce « boom minier vert » entraîne une multiplication des projets dans des zones culturellement et écologiquement sensibles, affectant de plus en plus les droits autochtones et humains, l'environnement et les moyens de subsistance des collectivités touchées.

- Un nombre croissant de collectivités touchées, d'universitaires et de militants affirment qu'une transition qui dépendrait trop largement de l'extraction de nouveaux minéraux sans tenir compte de la finalité, des coûts socio-environnementaux, de même que de la consommation énergétique associée à la production de ces minéraux, ne ferait que renforcer les injustices et l'absence de viabilité des modèles de développement qui nous ont conduits à la crise climatique.

- Des collectivités touchées par la demande croissante des minéraux dans les Amériques se sont associées avec les équipes de l'Atlas de la justice environnementale et MiningWatch Canada pour documenter 25 cas récents de minières canadiennes et australiennes œuvrant actuellement dans neuf pays différents (Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Équateur, États-Unis, Mexique, Panama, Pérou) afin d'identifier les tendances régionales alors que le front minier pour la transition énergétique s'accélère.

Photos de haut en bas : 1. Le Peuple autochtone de la Montagne Rouge lors d'une marche cérémoniale, Nevada, États-Unis (Crédit : Protect Thacker Pass) ; 2. Manifestation à côté de l'Esker de Saint-Mathieu-Berry, devant le site du projet minier Sayona-Authier (Crédit : CCPE) ; 3. Pucará Pueblos Catamarqueños qui manifestent pour leur droit à l'autodétermination dans la région d'Antofagasta de la Sierra en Argentine (Crédit : Asamblea Pucará) ; 4. Manifestation à Panama en 2021, un panneau indique « Une mine à ciel ouvert durable n'existe pas » (Crédit : CIAM Panama) ; 5. Manifestations à Chumbivilvas, au Pérou, contre la minière canadienne Hudbay Minerals (Crédit : Derechos Humanos Sin Fronteras - DHSF).

Le contexte

La Banque mondiale estime qu'au cours des 30 prochaines années, il faudra extraire plus de 3 milliards de tonnes de métaux et de minéraux pour alimenter la transition énergétique. Une grande quantité de six des minéraux dits «critiques» (lithium, cuivre, graphite, cobalt, nickel et terres rares) sera nécessaire pour construire des éoliennes et des panneaux solaires, les réseaux électriques qui les alimentent, ainsi que les véhicules électriques et les piles nécessaires à la décarbonisation du secteur des transports. Les partisans de la filière minière présentent cette industrie comme un acteur important dans la lutte contre le changement climatique. Ils affirment que sans les métaux et les minéraux qui rendent les énergies renouvelables possibles, notre monde n'a aucun espoir de limiter le réchauffement climatique à 2°C. Et, selon ces partisans, grâce aux progrès technologiques de l'industrie minière, il est désormais possible de limiter les impacts environnementaux et de rendre l'extraction minière essentiellement « verte ».

Dans ce contexte, l'extraction minière est considérée comme inévitable et urgente. Cependant, les collectivités du monde entier tirent la sonnette d'alarme. Elles sont préoccupées par les coûts engendrés par l'industrie minière en matière de droits humains et environnementaux, coûts bien documentés. Les collectivités forgent des alliances pour partager leurs histoires et leurs stratégies afin de faire pression pour une transition énergétique juste. Une transition qui ne renforce pas les pratiques extractivistes à l'origine du changement climatique, ni une transition dans laquelle la santé de certaines collectivités est sacrifiée pour permettre la poursuite de la surconsommation, largement induite par les pays du Nord.

La carte et le rapport

Alors que le front minier pour la transition énergétique s'accélère, des dizaines de collectivités touchées par la demande croissante des minéraux dans les Amériques se sont associées avec les équipes de l'Atlas de la justice environnementale et MiningWatch Canada pour documenter 25 cas récents de minières canadiennes et australiennes œuvrant actuellement dans neuf pays différents (Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Équateur, États-Unis, Mexique, Panama, Pérou) afin de documenter leurs réalité, d'identifier des tendances régionales et promouvoir une transition juste. Un rapport et une carte interactive présentant ces cas ne sont que le début d'un processus collectif d'autres collectivités touchées par l'extraction minière associée à la transition énergétique. D'autres cas seront intégrés au fur et à mesure que s'intensifiera l'extraction minière pour la transition énergétique.

Manifestation contre l'extraction de lithium à Salinas Grandes, en Argentine. Le panneau lit « du lithium aujourd'hui, la faim demain », « respectez notre territoire ! exploitation du lithium, dehors ! » Crédit : Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN).

PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

A. Métaux et minéraux. À quelles fins? Et d'où proviennent-ils?

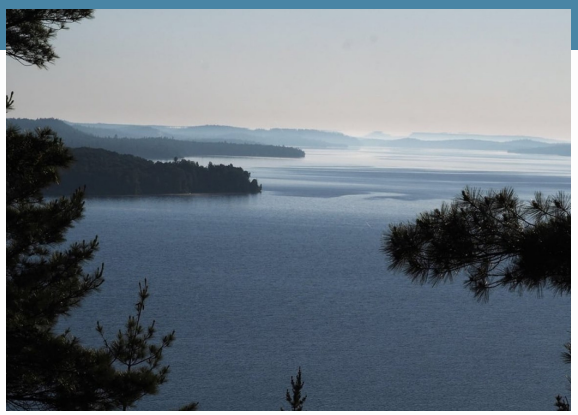
L'Agence internationale de l'énergie estime que d'ici 2040, les énergies renouvelables comme l'énergie éolienne et solaire représenteront quelque 82 % de la demande totale de métaux et de minéraux. Une autre partie importante des métaux sera consacrée au remplacement des voitures à essence par des voitures électriques (qui nécessitent six fois plus de métaux et de minéraux) et à la décarbonisation globale du secteur des transports. Les activités minières sont elles-mêmes très gourmandes en énergie. De nombreux métaux sont nécessaires, mais six des principaux incluent les terres rares, le cobalt, le graphite, le nickel, le cuivre et le lithium. Le cuivre deviendra le minéral le plus convoité dans le cadre de la transition énergétique, avec environ 76 % de la demande totale destinée aux infrastructures et aux réseaux électriques pour le soutien des énergies renouvelables.

Pour mieux comprendre où ces minéraux sont actuellement extraits et où ils le seront probablement à l'avenir, il faut prendre en compte à la fois la production actuelle et les réserves. Les Amériques sont une source importante des six minéraux identifiés dans le rapport, mais surtout du lithium (un tiers de la production actuelle et près de 70 % des réserves et des ressources mondiales) et du cuivre (plus de la moitié de la production et des réserves mondiales). Les Amériques recèlent également une proportion significative des réserves mondiales en terres rares (environ 19%), en graphite (environ 23%) et en nickel (environ 26%). Le Congo et l'Australie dominent pour leur part les réserves mondiales de cobalt.

B. Les arguments de l'écoblanchiment

Les mythes d'une exploitation minière « verte », « durable » et « intelligente sur le plan climatique » gagnent du terrain dans le monde entier. Les entreprises présentent leurs activités minières comme faisant partie de la solution au changement climatique. Elles attirent les investisseurs en valorisant leurs propres facteurs en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG). En outre, elles promettent une rentabilité maximale de leurs projets en raison de l'urgence de la transition vers les énergies renouvelables. Les entreprises, tablant sur l'insuffisance de l'offre en matière de minéraux essentiels, s'attribuent un rôle stratégique pour y pourvoir. Certaines entreprises, comme Teck Resources, ont même signé les Accords de Paris, s'engageant à être carboneutres d'ici 2050.

De leur côté, les gouvernements nationaux s'empressent de présenter leurs pays comme une réserve de minéraux stratégiques, favorisant ainsi des investissements massifs dans l'industrie minière. De nombreux gouvernements du Nord et du Sud soulignent même qu'investir dans les minéraux stratégiques est un élément capital de leur plan de relance économique post-COVID-19.



La mine Sayona-Tansim menace le lac Simard, ainsi que la faune, la flore et les modes de vies des peuples autochtones de Long Point (Québec, Canada). Crédit : Steeve Mathias.

Concessions minières pour les projets Falchani (lithium) et Macusani (uranium) autour et au-dessus du glacier Quelccaya à Puno, Pérou. Crédit : Derechos Humanos y Medio Ambiente (DHUMA) Puno.

C. Principaux impacts sociaux et environnementaux de l'activité minière

L'extraction minière à grande échelle génère des impacts socio-environnementaux majeurs. Selon Global Witness, elle est liée aux meurtres de plus en plus nombreux de défenseurs de l'environnement dans le monde. Les projets miniers empiètent sur des écosystèmes de plus en plus fragiles et riches en biodiversité comme l'Amazonie et les marais salants (salares), sans reconnaissance des droits des collectivités qui habitent ces territoires. Un grand nombre de ces collectivités vivent dans ces régions depuis des centaines, voire des milliers d'années. Alors que les entreprises qualifient leurs mines de « vertes », un grand nombre d'entre elles sont pourtant de même envergure et utilisent les mêmes techniques d'extraction des minéraux que les grandes mines d'or, d'argent et de cuivre du continent. Parmi les impacts supplémentaires, citons :

Les impacts sur les écosystèmes fragiles et non protégés

Un grand nombre des projets miniers actuels et projetés sont situés dans des zones protégées reconnues et des zones sensibles en matière de biodiversité. Les projets se multiplient rapidement en Amazonie équatorienne et dans les forêts tropicales, dans les zones glaciaires du Pérou, dans les salines du Chili, dans les zones humides désignées par Ramsar et leurs réseaux fluviaux interreliés. Ces zones jouent un rôle important dans l'approvisionnement en eau douce et dans le maintien de la flore et de la faune. Les effets de l'activité minière sur l'environnement se font sentir bien au-delà de la zone immédiate du projet. Ils touchent des régions entières par le biais des bassins versants, mettant la biodiversité et les espèces en péril et, dans certains cas, en voie d'extinction. En outre, l'extraction des ressources nuit aux écosystèmes qui jouent un rôle important dans la régulation du climat planétaire, comme c'est le cas en Amazonie.

Les impacts sur l'eau

L'extraction minière — en particulier celle du lithium — est une activité gourmande en eau qui met en danger la qualité et la quantité d'eau dont disposent les collectivités. Dans certaines zones arides, comme en Argentine, la pénurie d'eau est déjà une réalité. Alors que les collectivités sont confrontées à de graves pénuries d'eau, les opérations minières peuvent dépasser la consommation d'eau quotidienne des habitants de la région, ce qui accentue la pression sur des régions déjà arides et met en péril la disponibilité de l'eau potable. Pour produire une tonne de lithium dans les salines d'Antofagasta (Chili), 2 000 tonnes d'eau sont évaporées, ce qui nuit considérablement à la disponibilité de l'eau et à la qualité des réserves d'eau douce souterraines

Que reste-t-il? Des déchets

Seule une petite partie de ce qui est extrait du sous-sol est utile à la société, laissant derrière de grandes quantités de résidus et de déchets miniers souvent toxiques. Dans le monde entier, comme dans les Amériques, on observe une diminution constante de la teneur en minerai des gisements extraits, ce qui signifie que non seulement les volumes de déchets miniers augmentent, mais également que des quantités croissantes d'eau, d'énergie et de produits chimiques sont nécessaires pour obtenir des quantités de plus en plus petites de métaux et de minéraux utilisés dans les produits finis.

Le potentiel de recyclage et de réutilisation de ces immenses volumes de déchets miniers demeure très faible. Conséquemment, pour chaque tonne de minéraux «vierges » ou « primaires » utilisée, la planète écope d'un impact environnemental énorme. Le projet de lithium à Authier, au Québec (Canada), vise à construire une mine à ciel ouvert d'un kilomètre de longueur, 225m de profondeur, ce qui générerait 60 millions de tonnes de déchets miniers. Le projet de mine de lithium à ciel ouvert à Sonora, au Mexique, générera 131 millions de tonnes de déchets au cours des 20 années de production, dont 25 millions de tonnes de résidus miniers boueux.

> **« La proposition actuelle de 'transition énergétique' n'est pas un changement de paradigme. Elle répète les mêmes structures de colonialisme et d'accumulation du profit-à-tout prix que l'industrie minière reproduit dans le monde entier. »**
>
> Déclaration du réseau mexicain des personnes touchées par l'industrie minière (REMA)

Les impacts sur les moyens de subsistance traditionnels

Dans des endroits comme les marais salants d'Olaroz (Argentine) et ceux d'Atacama (Chili), l'extraction du lithium occasionne déjà des répercussions sur les terres agricoles et les économies locales. En Bolivie, près des marais salants d'Uyuni, les collectivités locales s'inquiètent des effets négatifs de l'industrie minière sur le tourisme et les activités agricoles qui assurent leur subsistance, comme la production de quinoa, l'élevage de lamas et la récolte de racines, de plantes et d'herbes aromatiques et médicinales.

Les impacts sur les savoirs traditionnels, le patrimoine culturel et les lieux sacrés

Un grand nombre des mines actuelles et projetées sont exploitées dans des territoires autochtones à travers les Amériques. Elles mettent en danger des sites sacrés et des lieux de sépulture, ainsi que des zones culturellement importantes où les collectivités chassent et récoltent des plantes médicinales traditionnelles.

Le manque d'information et de consultation publique

Dans tous les cas documentés, les entreprises n'ont pas fourni suffisamment d'information sur leurs projets, empêchant ainsi une participation effective des collectivités et, dans le cas des Nations autochtones, violant leurs droits au consentement préalable, libre et éclairé. Par ailleurs, de nombreuses entreprises et gouvernements utilisent des tactiques pour diviser et intimider les collectivités afin d'empêcher toute organisation cohésive.

La violence et la criminalisation

En 2020, en Amazonie péruvienne et brésilienne, les trois quarts des attaques signalées par Global Witness visaient des défenseurs de l'environnement dont beaucoup défendaient leurs collectivités contre des projets miniers. Parmi les problèmes communs, on compte le manque de reconnaissance des droits des collectivités, de leurs moyens de subsistance et de leurs visions du monde. À cela, il faut ajouter d'autres formes de violence, comme les menaces directes, l'intimidation et les fausses accusations portées contre les défenseurs de l'environnement. Les collectivités rapportent également que l'industrie minière tente de contrôler et de diviser les collectivités. Dans certains cas, la police ou l'armée sont déployées pour soutenir le développement minier.

« Nous savons que nous devons tous nous engager dans la lutte contre le changement climatique. Cependant, cette lutte ne doit pas servir de prétexte, une fois encore, pour détruire les terres autochtones. Nous ne pouvons pas protéger l'environnement en le détruisant. »

Déclaration de l'Atsa koodakuh wyh Nuwu (le peuple de Red Mountain)

Un autre type de transition énergétique est nécessaire

Les voix des collectivités touchées, des experts, des universitaires et des militants demeurent largement ignorées dans le développement des stratégies actuelles pour une transition énergétique mondiale. Une transition qui dépendrait largement de l'extraction de nouveaux minéraux sans tenir compte de la finalité, des coûts socio-environnementaux et de l'énergie consommée au cours du processus ne feront que renforcer les injustices et l'absence de viabilité qui nous ont conduits à la crise climatique actuelle. Une plus grande efficacité et le recyclage des métaux et des minéraux sont des éléments nécessaires à la transition, mais ces stratégies ne suffiront pas à répondre à la demande croissante. Des réductions significatives de la consommation des minéraux et d'énergie, en particulier dans les pays du Nord, sont un élément incontournable d'une transition juste.